

COMPTE-RENDU DE LA SESSION "EUROPE ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE" DU 11 FÉVRIER 2022

WIAM BENSAID & SUSIE MUSELET, PROMOTION 2021-2022 DE L'ACADÉMIE NOTRE EUROPE



SESSION 5 : L'EUROPE ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE

»» 11 FÉVRIER



François Villeroy de Galhau
Gouverneur de la Banque de France



Eulalia Rubio
Chercheuse senior
à l'Institut Jacques Delors
sur les questions économiques
et budgétaires



Andreas Eisl
Chercheur à l'Institut Jacques Delors
sur les questions de politiques
macroéconomiques et budgétaires



Roland Auzet
Metteur en scène de
« Nous l'Europe, banquet des peuples »

Alors que la pandémie de Covid-19 a entraîné la crise économique la plus grave de l'histoire de l'Union européenne, les dirigeants européens ont adopté un ensemble de mesures parmi lesquelles un plan de relance inédit. Nommé « NextGenerationEU » et doté de 750 milliards d'euros, ce plan s'ajoutera au budget de l'UE pour 2021-2027, de plus de 1000 milliards d'euros.

« L'Europe économique et budgétaire » était justement au programme de la session du vendredi 11 mars 2022, pour laquelle les étudiants de l'Académie Notre Europe se réunissaient virtuellement.

Pour entamer cette journée, le gouverneur de la Banque de France, **François Villeroy de Galhau**, dressait un bilan économique de la pandémie.

Une reprise économique forte qui entraîne une hausse de l'inflation

Au regard de la situation de la Zone euro 2 ans après l'apparition du Covid, l'UE a bien géré les événements. La situation européenne est ainsi plus favorable qu'espérée. La Zone euro a notamment retrouvé son niveau d'avant-Covid. Parmi les pays de la Zone euro, la France se démarque particulièrement avec une croissance qui s'élevait à 7% pour 2021. D'après **François Villeroy de Galhau**, le modèle européen a ainsi prouvé durant

cette crise toute sa pertinence. « *L'Europe doit avoir la fierté de son modèle social et environnemental qui correspond aux besoins des citoyens du monde.* »

Il tient toutefois à nuancer ces bonnes nouvelles. En contrepartie, nous assistons au retour de l'inflation, estimée à 5,1% en Europe aujourd'hui. Cette hausse généralisée des prix s'expliquerait principalement par une grande dépendance énergétique de l'UE, aggravée par l'invasion russe de l'Ukraine.

Pour la sortie de crise, l'inflation se dirige vers un taux à 2%. On ne reviendra pas à la situation pré-Covid, ce qui est une bonne chose selon le gouverneur de la Banque de France. L'inflation n'était pas assez élevée et traduisait ainsi une anémie de l'économie : la demande était inférieure à la capacité d'offre. Il faudra donc une normalisation de l'inflation et une normalisation des politiques monétaires; c'est-à-dire stopper les mesures exceptionnelles telles que les taux négatifs et rachats d'actifs par exemple.

Une transformation digitale et écologique

Il faut également se projeter plus loin que la sortie de la crise Covid. L'euro est reconnu à l'échelle internationale mais l'on peut souhaiter aller plus loin.

François Villeroy de Galhau appelle à renforcer la capacité budgétaire commune, soit la capacité d'établir un budget commun quand il le faut face à des chocs de conjoncture. Il estime également que l'un des atouts de l'Europe est son épargne privée très abondante. Celle-ci devrait être mise en commun et affectée aux besoins d'investissement.

Pour **François Villeroy de Galhau**, deux transformations seront absolument nécessaires. D'abord une transformation numérique : le retard de croissance de l'Europe tient à son déficit d'innovation par rapport à d'autres pays comme les États-Unis.

La seconde transformation devra être climatique. « *Il va falloir réussir une transition rapide et ordonnée* » enjoint **François Villeroy de Galhau** pour que les coûts de transition restent inférieurs aux dommages climatiques en pourcentage du PIB. Et il faut que cette transition se fasse à l'échelle du monde.

Le gouverneur de la Banque de France concluait son intervention par un encouragement aux étudiants de l'académie. « *Attention à ne pas s'endormir sur l'héritage de Schuman et Delors. Le drapeau européen c'est vous qui le reprenez, ce n'est pas qu'un héritage, c'est un ensemble de projets !* ».

Des ajustements nécessaires ?

Par la suite, **Eulalia Rubio**, chercheuse senior à l'Institut Jacques Delors sur les questions économiques et budgétaires, a présenté le plan de relance et la réforme du Pacte de stabilité et de croissance. Elle souligne la nécessité d'avoir un équilibre budgétaire, sur

lequel les États membres doivent s'accorder en amont. Ceci leur permet d'avoir une visibilité sur les dépenses et de connaître ce dont ils pourront bénéficier.

En outre, une partie du budget actuel est allouée au plan de relance *NextGenerationEU*, financé par la dette commune, dont 90% servent à financer la reprise et la résilience. Ce plan sert également à renforcer certains programmes européens. Il est le résultat de nombreuses négociations, afin de savoir quels critères choisir et sera distribué en fonction de la manière dont les États membres auront été affectés par la crise. Néanmoins, la question qui se pose est de savoir de quelle manière rembourser cette dette publique européenne. Plusieurs solutions sont envisagées, comme mettre en place de nouvelles ressources propres (c'est-à-dire des impôts européens).

De son côté, **Andreas Eisl**, chercheur en politique économique européenne à l'Institut Jacques Delors, a évoqué la gouvernance économique de l'UE. En effet, nous avons en Europe une union monétaire, mais pas d'union budgétaire. Nous avons également le plan de relance, mais il est temporaire.

Il a insisté sur la nécessité d'avoir une politique budgétaire nationale contribuant à la stabilisation du budget européen. Cela impliquerait ainsi une véritable coordination budgétaire ayant pour objectif à moyen terme un déficit proche de zéro.

La crise Covid a engendré de nombreux autres problèmes, et a entre autres rendu le niveau de déficit et d'endettement des États membres encore plus élevé, alors même que les taux d'intérêt sont paradoxalement restés très bas. Ceux-ci risquent toutefois d'augmenter à cause de l'inflation actuelle.

Plusieurs pistes de réformes ont été évoquées : il faudrait prendre en considération les aspects techniques et macroéconomiques pour rendre les règles budgétaires plus crédibles, donner une marge de manoeuvre aux investissements publics ou encore trouver un compromis et une responsabilité sur les dépenses réalisées. Il est donc important que les politiques publiques européennes soient coordonnées entre elles. Des questions se posent sur l'avenir de la gouvernance économique européenne, notamment comment créer, en vue d'une prochaine crise, de nouveaux mécanismes de stabilisation.